



**PRÉFET
DES LANDES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques

Mont-de-Marsan, le 25 février 2026

Cité Galliane

9 avenue Antoine Dufau

40012 MONT-DE-MARSAN

Références : DREAL/2026D/1618

Code AIOT : 0005201455

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17 février 2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SIETOM DE CHALOSSE

815, route des Partenses

40250 Caupenne

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 février 2026 de l'établissement exploité par le SIETOM DE CHALOSSE et implanté au 815 route des Partenses sur la commune de Caupenne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réalisée dans le cadre de la compatibilité milieu.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

SIETOM DE CHALOSSE

815, route des Partenses – 40250 Caupenne

Code AIOT : 0005201455

Régime : Autorisation

Statut Seveso : Non Seveso

IED : Oui

Le site de Caupenne accueille une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) ainsi qu'une unité de tri-mécanobiologique et une déchetterie.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Compatibilité milieu

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Autosurveillance des eaux souterraines – Paramètres et fréquence	AP du 11/01/2010, Article 28 du cahier des prescriptions techniques	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Surveillance des eaux superficielles	AP du 01/11/2010, Article 29 du cahier des prescriptions techniques	Demande d'action corrective	1 mois
6	Aménagements – Envois des déchets	AP du 11/01/2010, Article 8 du cahier des prescriptions techniques	Demande d'action corrective	15 jours

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Eau et Milieu aquatique	Code de l'environnement, Article L. 211-1	Sans objet
2	Autosurveillance des eaux souterraines – Piézomètres	Arrêté Préfectoral du 11/01/2010, Article 28 du cahier des prescriptions techniques	Sans objet
5	Traitement des effluents	Arrêté Préfectoral du 11/01/2010, Article 20-1 du cahier des prescriptions techniques	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a confirmé la nécessité d'implanter un 3^e piézomètre conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 afin de valider les résultats d'analyses sur les eaux souterraines obtenus avec l'autre piézomètre aval.

Elle a aussi pour intérêt d'informer l'exploitant de la mise en place de nouveaux critères minimaux sur les rejets d'effluents liquides qui tiennent compte de la "compatibilité milieu".

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eau et Milieu aquatique

Référence réglementaire : Code de l'environnement, Article L. 211-1
Thème(s) : Risques chroniques, Compatibilité milieu
Prescription contrôlée : I. Les dispositions des chapitres I ^{er} à VII du présent titre ont pour objet une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau ; cette gestion prend en compte les adaptations nécessaires au changement climatique et vise à assurer : [...] <p>2° La protection des eaux et la lutte contre toute pollution par déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects de matières de toute nature et plus généralement par tout fait susceptible de provoquer ou d'accroître la dégradation des eaux en modifiant leurs caractéristiques physiques, chimiques, biologiques ou bactériologiques, qu'il s'agisse des eaux superficielles, souterraines ou des eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales ;</p>

3° La restauration de la qualité de ces eaux et leur régénération ; [...]

7° Le rétablissement de la continuité écologique au sein des bassins hydrographiques. [...]

Constats :

L'action menée concerne "la compatibilité du milieu", autrement dit, il s'agit de faire une révision des critères minimaux de concentration de polluants applicables aux rejets d'effluents liquides rejetés dans le milieu récepteur.

Dans le cas du site de Caupenne, le milieu récepteur pris en compte est le ruisseau de Larissaou.

Pour définir les valeurs limites de compatibilité milieu, le débit de rejet maximum retenu est de 100 m³/j.

Les valeurs limites des substances polluantes de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 seront donc redéfinies par rapport aux normes de qualité environnementale (NQE) acceptables par le ruisseau de Larissaou, dans un arrêté préfectoral complémentaire.

Dans le cadre de l'arrêté ministériel du 15 février 2016, il est demandé à l'exploitant de réaliser trois analyses consécutives sur les substances dangereuses susceptibles de se trouver dans les rejets d'effluents liquides. En fonction des résultats, la fréquence de surveillance sera ajustée.

Les substances dangereuses concernées par cette surveillance sont : le di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP), le quinoxylène, les dioxines et composés de type dioxines dont certains PCDD, PCDF et PCB-TD, l'aclonifène, le bifénox, la Cybutryne, l'Hexabromocyclododécane (HBCDD), l'heptachlore et l'époxyde d'heptachlore.

Les valeurs limites d'émission (VLE) admissibles sont fixées en tenant compte de la compatibilité milieu et seront prescrites dans un arrêté préfectoral complémentaire.

L'exploitant demande à alléger la fréquence d'analyses sur les Nonylphénols au vu de la faible concentration relevée depuis des années.

Avec une nouvelle VLE "compatibilité milieu", l'arsenic qui présente des concentrations de l'ordre de 19,2 µg/l en septembre 2025, 10,4 µg/l en juin 2025 ou 45,3 µg/l en décembre 2024, pourrait être en dépassement.

L'exploitant indique que depuis octobre 2025, il expérimente un système de piégeage de l'arsenic par de l'oxyde de fer. Les résultats de l'expérimentation sont attendus au cours des analyses de 2026. La visite terrain lors de l'inspection a permis de vérifier la présence du système de traitement de l'arsenic.

Toutes les modifications présentées ci-dessus entraînent la modification de l'article 30 du cahier des prescriptions techniques de l'arrêté du 11 janvier 2010 par le biais d'un arrêté préfectoral complémentaire.

Le site de gestion informatisée des données d'autosurveillance fréquente (GIDAF) devra faire l'objet d'une mise à jour.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Autosurveillance des eaux souterraines – Piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11 janvier 2010, Article 28 du cahier des prescriptions techniques

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Compte-tenu de la nature argileuse du sous-sol, il apparaît difficile de trouver de l'eau souterraine sur ce site. La mesure de la hauteur d'eau dans les piézomètres sera réalisée tous les 6 mois.

Un suivi sera réalisé sur chacun des 2 piézomètres amont et aval ainsi que sur les sorties des 2 drains situés sous le centre de stockage. [...]

+ Article 13 de l'Arrêté Ministériel du 15 février 2016

La surveillance des eaux souterraines est opérée au moyen d'un réseau de piézomètres implantés en périphérie de l'installation. Ce réseau est constitué de puits de contrôle dont le nombre est fixé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ce nombre ne peut être inférieur à trois et doit permettre de suivre les conditions hydrogéologiques du site. Au moins un de ces puits de contrôle est situé en amont hydraulique de l'installation de stockage et deux en aval.

Dans tous les cas, les études hydrogéologiques précisent le nombre de puits de contrôle nécessaires.

Les piézomètres sont réalisés conformément aux spécifications techniques prévues par la réglementation ou la norme française en vigueur relative à la réalisation d'un forage de contrôle de la qualité de l'eau souterraine au droit d'un site potentiellement pollué.

Constats :

L'inspection confirme à l'exploitant la nécessité et le positionnement d'un troisième piézomètre sur le site, conformément aux dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016. Cette prescription fera l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire.

L'exploitant indique qu'il n'a pas connaissance de drains installés sous la géomembrane pour capter des eaux parasites, comme indiqués à l'article 28 du cahier des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2010. L'existence de ceux-ci aurait permis de comparer les analyses des eaux issues de ces drains avec celles des piézomètres et ainsi vérifier qu'il s'agit bien d'eaux souterraines qui sont analysées dans le piézomètre aval. La nécessité d'un 3^e piézomètre est d'autant plus affirmée.

L'article qui mentionne la présence de drains fera donc l'objet d'une modification dans un arrêté préfectoral complémentaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Autosurveillance des eaux souterraines – Paramètres et fréquence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11 janvier 2010, Article 28 du cahier des prescriptions techniques

Thème(s) : Risques chroniques, Bilan hydrique

Prescription contrôlée :

[...] Sur les 2 piézomètres, une analyse semestrielle sera effectuée tandis que sur les 2 autres points, les analyses seront trimestrielles ; elles permettront de contrôler : pH, conductivité, DCO, DBO₅, métaux lourds, phénols, ...

Constats :

Vis-à-vis de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2010, il est nécessaire de redéfinir précisément les critères à analyser dans les eaux souterraines conformément aux dispositions de l'article 24 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 :

- physico-chimiques suivants : pH, potentiel d'oxydoréduction, résistivité, conductivité, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), NO²⁻, NO³⁻, NH⁴⁺, SO₄²⁻, NTK, Cl⁻, PO₄³⁻, K⁺, Ca²⁺, Mg²⁺, DCO, MES, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX ;

- paramètres biologiques : DBO₅ ;

- paramètres bactériologiques : Escherichia coli, bactéries coliformes, entérocoques, salmonelles ;

Cette précision fera l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire.

Les dernières analyses transmises par l'exploitant indiquent une différence dans la microbiologie entre les piézomètres amont et aval.

Même si cette hausse de la microbiologie n'indique pas une forte pollution de l'eau souterraine, une surveillance est maintenue au moins tous les 2 mois pour suivre l'évolution de la microbiologie.

Tant que l'on a ces fluctuations dans le dénombrement bactérien, il serait intéressant de distinguer les résultats d'analyses obtenus en période de basses eaux par rapport à ceux de la période des hautes eaux. Cela permettrait de voir si les concentrations varient selon la saison.

L'installation d'un 3^e piézomètre permettra d'affiner les résultats obtenus et de définir plus facilement les actions à mettre en place.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de procéder à l'installation d'un 3^e piézomètre et de poursuivre les analyses bactériologiques à une fréquence bimestrielle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Surveillance des eaux superficielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11 janvier 2010, Article 29 du cahier des prescriptions techniques

Thème(s) : Risques chroniques, Réseau hydrique superficiel

Prescription contrôlée :

1. Bilan hydrique[...]

- concernant le réseau hydraulique superficiel :

Cinq points de contrôle seront prévus et aménagés conformément au plan du dossier initial :

- Point 1 : Amont décharge sur le ruisseau de Pichot au niveau du pont,
- Point 2 : Aval décharge sur le ruisseau Pichot parcelle 334 avant confluent,
- Point 3 : Amont décharge ruisseau du Céritz parcelle 321,
- Point 4 : Aval décharge ruisseau du Céritz parcelle 333,
- Point 5 : aval décharge 10 mètres après le confluent du ruisseau de Pichot et du Céritz. [...]

Constats :

Vis-à-vis de l'arrêté préfectoral du 11/01/2010, les points de contrôle sont passés de 5 à 6 :

- Point 1 : Amont du ruisseau Pichot en aval du pont de Bats
- Point 1 Bis : Ruisseau Pichot en sortie de bassin d'eaux pluviales
- Point 2 : Eaux superficielles en amont de la décharge
- Point 3 : Ruisseau du Céritz sous le CSDMA
- Point 4 : Ruisseau du Céritz en aval de la décharge
- Point 5 : aval décharge 10 mètres après le confluent des ruisseaux Céritz/Pichot

Cette modification de l'article 29 du cahier des prescriptions techniques de l'arrêté du 11 janvier 2010 fera l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire.

Lors de l'inspection, les points de contrôle ont fait l'objet d'une visite terrain pour vérifier leur accessibilité et si leur positionnement était conforme au plan fourni.

Lors des prochaines analyses, il est demandé à l'exploitant de positionner les points de contrôle avec une géolocalisation GPS.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet sous un mois les positionnements GPS des 6 points de contrôle à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11 janvier 2010, Article 20-1 du cahier des prescriptions techniques
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des eaux pluviales
Prescription contrôlée : Le traitement de ces eaux pluviales s'effectuera par un passage sur un dégrilleur qui précédera une lagune bassin tampon d'un volume de 2 100 m ³ . Ces eaux traitées rejoindront le ruisseau de Pichot (R1).
Constats : Lors de la visite terrain du site, il a été observé des traces d'hydrocarbures sur la chaussée, sans doute laissées par un poids-lourd. L'inspection du bassin d'eaux pluviales a été l'occasion de vérifier l'efficacité du pré-traitement. Aucune trace d'hydrocarbures n'était présente en surface de l'eau. L'exploitant a précisé que les séparateurs à hydrocarbures sont nettoyés 2 fois par an.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Aménagements – Envois des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11 janvier 2010, Article 8 du cahier des prescriptions techniques
Thème(s) : Risques chroniques, Envois des déchets
Prescription contrôlée : En tant que de besoin, l'exploitant mettra en place autour de la zone d'exploitation un système permettant de limiter les envois d'éléments légers. L'exploitant procédera au nettoyage des abords de l'installation chaque fois que cela sera nécessaire.
Constats : Lors de l'inspection, il a été observé que des éléments légers de déchets se trouvaient éparpillés aux abords de la plate-forme de stockage temporaire, suite à la tempête Nils de la semaine précédente. L'exploitant a indiqué qu'il allait rapidement faire le nécessaire pour nettoyer la zone.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de nettoyer rapidement la zone où se trouvent éparpillés des éléments légers de déchets.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours